N° 798 — MARS 1982 — Prix du numéro : 5 F ISSN 0398-2076

LA Grande Relève
DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SUR L'ÉCONOMIE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

Un distributiste fait réfléchir un Tribunal

Photo G. Baldocchi (« Nice-Matin »)

Gérard Comte au cours de son allocution inaugurale (voir page 6)

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO :

■ **ACTUALITE :**

Où est l'utopie ? par J. Malrieu p. 3
Au fil des jours par J.-P .Mon p. 5
Colloque « Recherche et Technologie » par G. Marchand p. 8
Rapprochement par P. Rosset p. 8
En avant toute par P. Simon p. 10

■ **REFLEXION :**

Le Tribunal est prévenu par G. Comte p. 6
Feu le plein emploi par J. Rozner p. 7
Soit dit en passant : la bonne voie par G. Lafont p. 9
« Le Dauphiné libéré » condamne p. 8
Un pays nommé Liberté par A. Chantraine p. 12

■ **SUR LE PROJET HUNEBELLE :**

Une économie de chômage ? par J. Mestrallet p. 11
Contribution à la transition par P. Buguet p. 12
L'essentiel par M. Dieudonné p. 13

■ **BLOC-NOTES** p. 14
■ **COURRIER DES LECTEURS** p. 15
■ **RESUME DE NOS THESES** p. 2
■ **L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE** p. 16

REDACTION et ADMINISTRATION :
88, bd Carnot, 78110 LE VESINET — C.C.P. 13.402.39 M Paris

M 1669 - N° 798 - 5 F

résumé de nos thèses

UN RAPPEL

En 1934, Jacques DUBOIN créa le journal « LA GRANDE RELEVE DES HOMMES PAR LA SCIENCE » pour expliquer que le progrès des sciences et des techniques de production avait conduit les sociétés modernes au seuil d'une nouvelle civilisation. Il montrait que l'abondance faisait irruption dans de nombreux secteurs de l'économie que celle-ci s'employait à freiner car « la rareté fait le profit ».

Cette « marche vers l'abondance », disait-il, nous conduit à édifier notre société sur de nouvelles structures économiques permettant de satisfaire de mieux en mieux les besoins de l'homme.

Cette société dispose du fruit des efforts des générations précédentes, développant les techniques de production et leur automatisation. De puissantes machines sont capables de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à certains de ses sens et même aux activités purement logiques de son cerveau. Ce bouleversement des moyens de production est irréversible. Vouloir en priver l'humanité serait aussi absurde que de tenter de remonter le temps sur la terre et y condamner la grande majorité de la population à mourir de faim et de froid.

En 1950, Jacques DUBOIN publiait une brochure intitulée « L'Economie Distributive s'impose » pour montrer qu'il importait de sortir au plus tôt d'un système basé sur la rareté et que la seule issue consistait à substituer aux institutions de l'échange celles de la distribution. D'où le qualificatif d'Economie Distributive.

UNE URGENCE

Aujourd'hui, l'évolution et les déséquilibres économiques sont tels que, de nécessaire, l'instauration de l'Economie Distributive est devenue urgente pour rétablir la prospérité économique et assurer la seule croissance à laquelle aspirent les Français : celle de leur mieux-être.

Mais leur ignorance en matière d'économie empêche la plupart de nos contemporains de prendre conscience que, tant que subsistera l'économie de marché, seules seront possibles des mesures entretenant la rareté pour ménager le profit d'une minorité : austérité, hausse des prix, stagnation économique, étouffement des initiatives non génératrices de profit, gaspillage des ressources naturelles, accélération catastrophique de la course aux armements, barrage de l'accès à l'information et aux loisirs.

UN EFFORT DE REFLEXION

Voilà pourquoi l'œuvre de Jacques Duboin a été sans cesse une exhortation à repenser les fondements du système économique qui régit nos relations sociales et à préciser la formulation des structures capables de lever les obstacles qu'ont mis les hommes à leur propre épanouissement ; c'est :

(SUITE PAGE 16)

Ce résumé succinct ne permet pas d'entrer dans les détails d'une théorie élaborée par Jacques DUBOIN, *au long d'une vingtaine d'ouvrages dont la plupart sont aujourd'hui épuisés. Une réimpression générale en est envisagée. En attendant, un numéro spécial de « La Grande Relève » publié en octobre* 1978 *et qui contient de larges extraits de ces ouvrages, vous sera envoyé contre la somme de dix francs, sur simple demande au siège du journal,* 88, *bd Carnot,* 78110 *Le Vésinet.*

Où est l'utopie ?

par Jean MALRIEU

ON connaît l'objection rituelle des défenseurs de l'ordre établi à l'adresse de ceux qui le remettent en cause : Irréalisme, Utopie ! Argument éculé mais qui trouble encore les esprits.

Nous disons que l'accusation d'irréalisme doit être retournée contre ceux qui la profèrent. Nous posons la question : Où est donc l'Utopie ?

Du côté de ceux qui veulent changer l'organisation de la société et de la production parce qu'ils y voient la cause fondamentale des maux dont souffre l'humanité ou de ceux qui affirment que la société marchande est encore la mieux adaptée à la satisfaction de nos besoins ?

Disons tout d'abord que cet ordre établi — en fait le désordre établi — n'a pas toujours existé. La société marchande est la première de l'histoire à avoir lâché la bride aux appétits et aux rivalités des individus. Qu'elle ait eu des effets stimulants et bénéfiques si on la considère sur une courte période et du point de vue des minorités privilégiées, nous en sommes bien d'accord.

Mais le développement anarchique qu'elle a induit vient d'atteindre un seuil à partir duquel les résultats de l'activité économique sont inversés. Désormais les effets négatifs de la production l'emportent sur les effets positifs, les coûts sociaux sur les gains individuels, les désutilités sur les utilités.

C'est ce renversement de tendance qu'exprime la crise actuelle qui va bien au delà d'une crise conjoncturelle comme en a connu l'économie marchande dans le passé, crise sans issue, contrairement aux allégations des augures stipendiés et des politiciens de tous bords.

Jusqu'au début des années 70, la fuite en avant de la production et de la consommation, une expansion apparemment sans limites, semblaient garantir le fonctionnement régulier du marché mondial. Prospérité fallacieuse fondée sur le gaspillage effréné des ressources naturelles, l'exploitation du Tiers-monde, la manipulation des termes de l'échange. La formation dans les pays dominants, bénéficiaires de ce «rackett» planétaire (le rackett, stade suprême du capitalisme !) d'une immense classe parasitaire contribuait à la stabilisation de la société industrielle.

La crise énergétique des années 70, prélude à la crise générale des ressources, l'internationalisation du marché et des capitaux, le rééquilibrage des termes de l'échange, l'accroissement des coûts de production, les innovations technologiques issues de l'informatique, autant de facteurs nouveaux qui allaient sonner le glas du système.

Les procédures institutionnelles mises en place depuis un demi-siècle pour débloquer la machine économique s'avèrent aujourd'hui inopérantes et contradictoires. Ce que l'on gagne au plan de l'activité, on le perd au plan de la monnaie. L'émission de solvabilités destinées à compenser l'insuffisance structurelle de la demande se traduit par l'inflation des prix qui annule la relance. Les politiques d'austérité financière, du type monétariste, ne donnent pas de meilleurs résultats. Quant aux investissements dans les technologies de pointe, s'ils améliorent la compétitivité des entreprises, c'est au détriment de l'emploi. Au plan global, les succès et les gains enregistrés par un partenaire ou un secteur correspondent à des reculs et à des pertes pour les autres.

Quelle que soit la façon dont on retourne le problème, le système est coincé. L'économie de marché est prise dans un réseau de nœuds coulants inextricable. Chaque effort pour se dégager d'un nœud contribue à resserrer les autres. Mais la contradiction principale est celle qui oppose la croissance exponentielle aux limites désormais tangibles de l'écosphère. L'exploitation forcenée des ressources, d'autant plus destructrice qu'elle est impulsée par la course aux armements, met en péril les cycles naturels et l'existence même de l'espèce humaine.

Dans ces conditions quels sont ceux qui ont les pieds sur terre ? Ceux qui, sans nier les difficultés de la reconversion, disent qu'il n'y a pas une minute à perdre pour renverser la vapeur, ou bien ceux qui continuent d'affirmer leur confiance dans l'état actuel des choses et pensent qu'il peut se perpétuer impunément ?

Croire que l'économie de marché pourra fonctionner encore longtemps sans blocage et sans catastrophe majeure est le comble de l'illusion. Les hommes déboussolés courent dans tous les sens à la recherche d'une issue. Mais tout indique qu'il n'y a pas de sortie de crise dans le cadre du système existant.

Il y a 18 millions de chômeurs homologués dans les pays occidentaux fin 81 contre 15 millions en 1980, soit une augmentation de l'ordre de 20 % en un an. A ce rythme, la France aura atteint les 3 millions de chômeurs avant 1985, malgré les exorcismes du Président Mitterrand. La situation est encore plus dramatique dans les pays sous-développés : le taux de progression est de 30 % au bas mot, alors que le tiers de la population active est déjà hors-circuit et s'entasse dans les bidonvilles.

Il n'y a aucune perspective d'amélioration. Bien au contraire, l'explosion démographique, l'augmentation des dépenses improductives, l'exacerbation de la concurrence, l'introduction des nouvelles technologies font prévoir une aggravation galopante du chômage aussi bien dans les pays dominants que

dans ceux voués à la sous-traitance.

Parallèlement, l'endettement des pays satellites « sous perfusion » atteint des hauteurs vertigineuses. Il se chiffre par centaines de milliards de dollars. Le Brésil, l'Argentine, la Pologne, la Roumanie, la Yougoslavie, la plupart des pays d'Afrique et d'Amérique latine travaillent en priorité pour l'exportation afin de rembourser leurs dettes. Submergés par les déficits, ils contractent de nouveaux emprunts pour payer les intérêts des emprunts antérieurs. Il faut beaucoup d'optimisme pour penser que cet échafaudage de cartes de crédit ne va pas finir pas s'effondrer, et avec lui le commerce international.

Cependant la menace essentielle est ailleurs. De même qu'un train peut en cacher un autre, la crise économique où s'enfonce le monde en dissimule une autre beaucoup plus grave à terme, la crise écologique.

L'ineptie de notre civilisation industrielle n'a jamais été démontrée de façon aussi convaincante que dans une récente étude sur le système alimentaire américain réalisée par un groupe d'agronomes et publiée à Washington en novembre 81 (1). On y apprend que pour chaque calorie alimentaire consommée par les Américains, il a fallu dépenser 1 000 calories d'énergie, une énergie constituée pour moitié de pétrole. Si le monde entier, dit le rapport, devait se nourrir à la manière des Américains, les réserves mondiales de pétrole seraient épuisées en l'espace de 13 ans. Mais le bilan est encore plus alarmant si l'on prend en compte les dégâts subis par la base productive, c'est-à-dire la terre. Le rapport évalue à 6 milliards de tonnes la terre arable perdue chaque année à cause de l'érosion provoquée par l'exploitation intensive des sols (monoculture, mécanisation, emploi massif d'engrais artificiels) et aussi en raison du développement des constructions et des réseaux de communication. La marée de béton engloutit 171 hectares à l'heure. Si l'on y ajoute les pertes causées par l'érosion, on arrive à un total de 63 km² mangés chaque jour, soit 23 000 km² par an, ce qui représente la superficie de 3 à 4 départements français. Les auteurs de l'enquête sont fondés à conclure que le système agricole américain, crédité de performances spectaculaires, est en réalité « un des plus destructifs de tous les temps ». Nous sommes en train de détruire la base productive sur laquelle se fonde notre « alimentation ». Une autre spécialiste des questions agricoles, Susan Georges, aboutit à des conclusions analoques. Elle prévoit que la crise alimentaire mondiale sera le problème numéro un de la prochaine décennie.

LES YEUX OUVERTS

La plupart des économistes et les politiciens ont choisi d'escamoter ces paramètres irrécusables de notre système de production. Et ils osent taxer d'illusionisme ceux qui dénoncent leur incurie et leur aveuglement. Qu'ils craignent la colère des peuples quand les yeux s'ouvriront ! « Les Yeux Ouverts » (2), c'est précisément le titre du dernier livre de Marguerite Yourcenar. J'en extrais ce passage, cent fois plus éclairant que les ouvrages pesants des Diafoirus de l'économie : « Quand je pétris la pâte (M. Yourcenar fait elle-même son pain), je pense aux gens qui ont fait pousser le blé, aux profiteurs qui en ont fait monter artificiellement le prix, aux technocrates qui en ont ruiné la qualité — non que les techniques récentes soient nécessairement un mal — mais parce qu'elles se sont mises au service de l'avidité qui en est un... ». Celle qui pourrait bien être la Mère Sagesse du monde occidental, désigne la plaie purulente de notre société : « ...la monstrueuse exploitation de la science en faveur de l'avidité et de la violence ».

Comment ne pas souscrire à sa mise en garde et à ses vues : « Les dangers qui nous menacent sont immédiats, physiques et réduisent à presque rien les conflits idéologiques. Si l'homme survit, ce qui n'est pas sûr, on pourrait rêver d'une société post-industrielle, c'est-à-dire n'utilisant plus des techniques que le minimum indispensable, société post-capitaliste mais aussi post-communiste. »

Marguerite Yourcenar a raison. Il faut rêver. Mais il y a deux sortes d'utopies : les utopies créatrices, novatrices et les utopies passéïstes et dégénératives, caractérisées par l'impuissance à sortir des sentiers battus, des schémas sclérosés. Or le monde est à un tournant où il a un urgent besoin des premières pour s'adapter aux nouveaux défis, pour définir de nouvelles normes, pour survivre. Nous sommes résolument du côté des partisans de l'imagination créatrice, de Bergson, de Teilhard de Chardin, d'Edgar Morin, d'Ernst Bloch, de Marcuse, de Mannheim, ce philosophe des années 20, en rupture avec le marxisme, qui attribuait le rôle historique décisif à une minorité transcendant les classes sociales, « l'Intelligence sans attaches »

Nos positions ne sont plus isolées. Un article publié dans le N° de novembre des « Temps Modernes » sous la signature de Paul Vidonne s'intitule « Crise de la socialisation marchande ». Sans nous étendre, disons qu'il se situe sur la même longueur d'ondes que nos analyses, comme le montre cet extrait : « La crise actuelle n'est ni une simple crise d'ajustement ,comme pouvaient l'être les crises du XIX^e siècle, ni une crise du mode de régulation de l'économique comme l'a été la grande crise de l'avant-guerre : il s'agit, selon nous, du début d'une crise de la forme marchande elle-même, due à l'incapacité de la socialisation marchande de continuer d'assurer le fonctionnement social. »

Il semble bien que le diagnostic de P. Vidonne, comme celui de Marguerite Yourcenar, aille au fond des choses.

---

(1) Lire à ce sujet l'article de Robert Solé dans le « Monde » du 13-12-81.

(2) N.D.L.R. — C'était aussi le titre du dernier livre de J. Duboin, publié une trentaine d'années avant celui de M. Yourcenar.

Toujours les «méfaits» de l'abondance : — les producteurs du Finistère ont déversé 30 000 têtes de choux sur la chaussée à Cléder, le mardi 9 février, afin de protester contre la baisse des cours provoquée par un apport massif de choux-fleurs ; — le secrétaire américain à l'agriculture a annoncé le 29 janvier dernier que les agriculteurs des Etats-Unis devront en 1982 réduire de 10 % leurs superficies cultivées de maïs et de 15 % celles cultivées en blé, en coton et en riz, s'ils veulent bénéficier des programmes de soutien des prix de ces produits. On explique cette décision par l'importance des récoltes de 1981 qui a pesé « défavorablement » sur les cours.

— 41 superpétroliers de plus de 150 000 tonneaux, d'un âge moyen de onze ans seulement, ont été jetés à la ferraille en 1981 à cause de la dépression du marché pétrolier.

★

C'est le moment de payer le premier tiers et de penser aux déclarations de revenus. Vous serez donc contents d'apprendre que la fraude fiscale en France est estimée à 90 ou 100 milliards de francs 1982, soit à peu près l'équivalent du déficit budgétaire de 1982. Et pour vous consoler, vous serez ravis de savoir, aussi étonnant que cela puisse paraître, que c'est en France que l'impôt sur le revenu est le plus faible de tous les pays de l'O.C.D.E. Cet impôt direct ne représente que 18 % de nos recettes fiscales et 7,72 % de notre produit intérieur brut. Respectivement ces rapports sont de 35 % et 13 % en Allemagne Fédérale, de 47 % et 30,7 % aux Etats-Unis, de 43 % et 50 % en Suède et de 40 % et 26 % au Japon.

Comme seuls l'Espagne et le Portugal nous ressemblent à cet égard, les experts anglo-savons de l'O.C.D.E. disent : « En matière fiscale, au moins, la France est encore un pays méditerranéen. »

Le berceau de la civilisation occidentale, c'est bien la Méditerranée, non ? Alors, pourquoi devrions-nous prendre les nordiques comme modèles ?

★

L'évocation de la civilisation méditerranéenne m'incite au farniente. Savez-vous que le temps libre sur toute une vie est passé de 25 000 heures en 1800 à 45 000 heures en 1920, à 135 000 heures en 1975. Avec les réductions du temps de travail prévues par le gouvernement, et avec la création d'un ministère du temps libre sa durée pourrait rapidement atteindre 170 000 heures. Vous voyez bien qu'on avance tout doucement vers la civilisation des loisirs !

★

Et pour en arriver là, pour tout le monde, il faudra nécessairement passer par l'économie distributive. Tout doucement, les esprits évoluent. L'attitude envers le travail est en train de changer. Voyez plutôt ce que constate Alain de Vulpian qui étudie l'évolution des courants socio-culturels en France : « Même pour ceux qui ont la chance de s'épanouir dans leur travail, celui-ci est de moins en moins la seule chose qui compte dans la vie. Pour eux, le travail vraiment épanouissant est celui qui non seulement permet de s'investir, mais laisse du « temps pour vivre ». Il devient de moins en moins valorisé de se laisser envahir par son travail, de ne pas savoir arbitrer entre le travail et le reste. Les bourreaux de travail étaient des modèles. Ils sont de plus en plus souvent considérés comme des malades. »

Ajoutez à cela que l'une des autorités morales les plus élevées, je veux dire le Pape, écrit dans sa Troisième Encyclique « Laborem Exercens » :

« L'obligation de prestations en faveur des chômeurs, c'est-à-dire le devoir d'assurer les subventions indispensables à la subsistance de chômeurs et de leurs familles, est un devoir qui découle du principe fondamental de l'ordre moral en ce domaine, c'est-à-dire du principe de l'usage commun des biens ou, pour s'exprimer de manière encore plus simple, du droit à la vie et à la subsistance. »

★

Il reste encore à désacraliser l'« Argent ». Mais écoutez ce que répondait récemment un ancien diplomate malien, devenu philosophe et écrivain, à la question de savoir quel était le changement économique le plus important survenu en Afrique :

« L'intrusion de l'argent. Avant l'arrivée des Européens, jamais la fortune, ou la possession des biens matériels, n'avait « classé » personne. La richesse était considérée comme un saignement de nez, sans plus ,c'est-à-dire comme un événement pouvant advenir à n'importe qui, n'importe où et n'importe quand, et s'arrêter sans raison, tout aussi inopinément.

» Ce qui classait l'homme, c'étaient sa valeur intrinsèque et sa naissance. Malheureusement, avec l'invasion de l'argent, c'est la richesse qui est devenue, pour beaucoup, signe de force et de noblesse. Actuellement, la recherche effrénée de l'argent a presque tout remplacé. Le désir de posséder efface peu à peu le sens traditionnel du partage.

» Ce qui a vraiment bouleversé la société africaine, c'est la recherche des « quatre V » : le Virement (un compte en banque), la Villa, le Verger (une plantation où d'autres travaillent pour soi) et la Voiture. Les vieux disent : réunissez ces quatre « V », vous risquez d'en voir apparaître un cinquième : la Vilénie. »

Jean-Pierre MON

Le tribunal est prévenu

par Gérard COMTE

Lors de l'installation du Tribunal de Commerce de Bastia, Gérard COMTE, son nouveau Président, a courageusement abordé le problème de l'emploi et osé annoncer les solutions qu'il impose. Nous ne résistons pas au plaisir de reproduire ici quelques extraits de son remarquable discours inaugural :

...L'homme a donné le jour à un monde de l'information asservissant le monde matériel, et c'est ce qui fait problème à l'organisation de nos sociétés industrialisées...

L'Emploi de l'homme était de gouverner les machines dans les usines, sur les chantiers, sur les bateaux, dans les avions, bref sur la terre, sur la mer et dans les airs.

Puis le processus s'est accéléré fantastiquement, l'automation est arrivée. Qu'est-ce que l'automation ? C'est la possibilité donnée aux machines d'accomplir certains gestes automatiquement en dehors de l'intervention de l'homme.

...L'automation s'est développée parce que des ingénieurs ont su reproduire artificiellement les gestes asservisseurs que l'on demandait à l'homme de répéter indéfiniment...

...Croire que modifier un modèle implique l'intervention de la pensée de l'homme, donc l'emploi de l'homme, est une erreur que commettent trop souvent nos contemporains...

...La réalité est que l'exécution d'un programme de fabrication dans une usine, ou de production sur un chantier (le béton par exemple) n'implique absolument aucune pensée : tout travail peut être automatisé dès l'instant où son programme est formulé...

Nous sommes à la fin du 20e siècle. Siècle à l'aube des temps où les « instruments » peuvent par un ordre donné ou pressenti exécuter d'eux-mêmes le travail.

Les conséquences économiques, donc sociales, donc de droit, vont être énormes. Malheureusement le public et l'homme politique ont trop souvent l'intelligence « concrète » de l'époque... et pas assez l'intelligence « conceptuelle » qu'une telle évolution fulgurante imposerait.

Pourtant des voix autorisées ont eu la vision du futur... Dans un monde régi par l'automation, le « travail » au sens actuel du terme, sera celui de quelques ingénieurs pressant sur des boutons. Il faudra évidemment trouver autre chose pour le reste de l'humanité aussi bien pour la faire matériellement vivre que pour occuper ses loisirs.

C'est devant de telles perspectives — il faut le reconnaître, stupéfiantes, déconcertantes — que nous nous trouvons placés, et le plus évident devoir qui incombe aux hommes de notre temps, je veux dire à ceux qui sont capables de réfléchir, est de penser cet avenir, de tâcher de l'aider à naître, et de faire qu'il naisse non pas contre l'homme mais pour lui.

Cela suppose de toute évidence l'abandon de bien de nos concepts traditionnels, de maintes notions que nous tenons pour fondamentales : celles du « salaire », celles du « profit » par exemple. Cela suppose aussi un grand effort pour essayer de dégager ce qui dans l'homme est fondamental, essentiel en dehors des servitudes auxquelles il est aujourd'hui soumis...

On lit bien dans la presse, surtout technique, telle la revue des ingénieurs et scientifiques de France, que dans dix ans, presque toute la production industrielle sera assemblée dans les usines américaines, japonaises, allemandes et par évidence françaises (si la France ne veut pas être en reste), que les microprocesseurs commanderont bientôt des usines entières...

D'ores et déjà les robots coûtent souvent moins cher que la main-d'œuvre...

Dans les services, l'introduction de machines intelligentes et à mémoire qu'on appelle mini, micro informatique ou bureautique a pour objet uniquement d'obtenir des gains de productivité...

Dans ces conditions, il faut bien admettre que le progrès technique remplace le travail de l'homme par celui de la machine et donc aboutit forcément à une diminution du travail humain, à une suppression d'emploi...

Pourtant il semble que le monde politique veuille empêcher le chômage de progresser, il est même question de le faire régresser.

Il faudrait donc empêcher les techniques de progresser, voire les faire rétrograder, ce qui est un nonsens car on arriverait à cette conclusion que l'homme ne doit pas se servir de son intelligence pour améliorer ses conditions de travail. Ou bien il faudrait créer des emplois fictifs en compensation de ceux supprimés par la machine et aussi introduire des biens factices tels les gadgets, les produits fragiles peu durables, les incitations à la mode, etc.

C'est pourtant ce qui est fait actuellement, beaucoup d'emplois fictifs sont créés, surtout dans le tertiaire et particulièremen dans l'administration. Les gens qui « bénéficient » de ces emplois sont confusément conscients de leur inutilité, ils n'ont plus de motivation sérieuse et transforment souvent le « service » qu'ils sont sensés assurer en parasite de la Société...

Quand comprendrons-nous que nous nous trouvons tous dans la situation où étaient les patriciens romains possédant des esclaves qui travaillaient pour eux. Se plai-

gnaient-ils du chômage, ces patriciens romains ?

Nos esclaves sont les machines, et bientôt les robots, il faudra bien en conclusion assurer le plein emploi des machines et le loisir des hommes et associer le revenu des hommes à la production des machines et des robots. Ce qui restera du travail a accomplir par les hommes ne sera plus un droit, mais un devoir.

Il est désuet à présent, de continuer de parler de l'exploitation des travailleurs, l'homme a des réactions trop epidermiques, il est inutile et mal commode de « l'exploiter », le robot, lui, peut travailler dans tous les milieux, sous la pluie, dans la poussière, dans une atmosphère de four ou de glace, dans l'espace.

...La révolution industrielle que nous vivons à présent verra les usines se vider d'hommes comme l'agriculture des dernières décennies et en bien moins de temps, 80 %, sans doute plus, des gens occupés dans les usines devront refluer ailleurs. Pas dans les Services, car nous l'avons vu, les services aussi se passeront des hommes. Alors, les hommes retourneront peut-être à la campagne, pas pour y travailler dans l'agriculture, mais pour le loisir, pour la détente, pour le voyage. Ou bien, passionnés de grandes œuvres, ils édifieront des monuments capables de défier les siècles plus encore que les pyramides d'Egypte, les arènes et les ponts romains. Ou bien ils repartiront à la conquête des grands déserts, tel le Sahara, en creusant des canaux pour les fertiliser, sans oublier de partir à la découverte d'autres planètes et d'autres univers.

Pour conclure, reprenons ce que disait Jules Verne :

« Tout ce qui a été fait de grand dans ce monde a été fait au nom d'espérances exagérées, tout ce qu'un homme est capable d'imaginer, d'autres hommes sont capables de le réaliser ».

C'est en faisant appel, nous le voyons, à son intelligence « conceptuelle » que l'homme motivera plus que jamais son existence.

Feu le plein emploi

Nous reproduisons ci-dessous des extraits d'un article publié dans « La Revue des Deux Mondes » de janvier 1982.

L'auteur en est Jacques ROZNER, qui nous a déjà fait l'heureuse surprise de publier dans « Le Monde » du 3 juin dernier un article intitulé « La Grande Relève ». Nos lecteurs, mais peut-être eux seulement, auront fait le rapprochement.

★

En vérité, il faut dépasser en esprit la notion de chômage, car elle est en voie de dépassement dans les faits.

Ce qu'on appelle aujourd'hui chômage est certes dû à des causes conjoncturelles : les chocs pétroliers (1), l'industrialisation des pays à faibles coûts de production, l'ouverture des économies occidentales sur l'extérieur, une politique de forte immigration et l'arrivée massive de jeunes et de femmes sur le marché du travail, en sont les principales.

Mais la cause dominante est de nature structurelle : elle s'exprime par la mutation technologique d'une société marquée du sceau de la science.

Elle annonce l'avènement d'une ère révolutionnaire fondée sur le travail d'esclaves d'acier électronifiés, mus par des énergies extra-humaines et se caractérisant par la réduction croissante de leurs coûts alors que s'élève sans cesse celui du travail humain.

Le chômage devrait cesser d'être une plaie pour apparaître comme la plus grande victoire de l'homme sur la matière. Notre monde occidental a et aura de plus en plus la capacité de capter, au moindre effort, des énergies prodigieuses en dominant et exploitant la matière inanimée aussi bien que les richesses des fonds océaniques où gît notamment la nourriture du monde.

C'est ce qui fait que nous ne vivons déjà plus un simple incident social de parcours économique, mais les premières manifestations d'un événement historique de première grandeur. Un de ses effets sensibles résidera de plus en plus dans ce rejet d'une main-d'œuvre devenue inutile, alors que les nouveaux emplois dégagés par le développement des sciences et des techniques ne s'expriment aujourd'hui qu'au travers de l'inadéquation d'une offre d'emploi à forte technicité et d'une demande sans qualification valable...

Tout est à imaginer en ce domaine. Les hommes de science ont ouvert une voie inédite aux hommes de notre temps. A ces derniers d'en dégager les impacts sur l'économie et la vie en société.

Les conséquences à imaginer ne sauraient être plus difficiles à saisir que ne le furent pour des astronautes les effets de la propulsion dans l'espace d'une navette spatiale.

Utopie tout cela ! diront certains. C'est ce qu'eût dit Napoléon si on lui avait annoncé la désintégration de l'atome.

Pour réussir la transformation progressive de la société actuelle en une nouvelle société qui ne peut se concevoir que fondée sur la domestication de la matière et la maîtrise des techniques dans la perspective d'une innovation continue, nos dirigeants devront se positionner face à ces vrais problèmes de notre temps. Ceux-là sont plus exaltants dans leurs perspectives économiques et sociales que la recherche de transferts d'inspiration administrative au sein d'une société en phase de mutation sous l'irrésistible poussée des sciences et des techniques.

JACQUES ROZNER

(1) Ils ont fait l'objet d'une étude approfondie de M. Maurice Lauré.

Il est plus facile de s'armer pour faire la guerre que de réfléchir pour ne plus la faire.

Pour les êtres non pensants, il est beaucoup plus facile de détruire que de construire.

Albert CHANTRAINE

Colloque « Recherche et Technologie » :

La bonne question n'a pas été posée

Nous savons qu'il existe deux milliards de personnes qui souffrent de la faim... Or le colloque de 3 000 spécialistes de la Recherche et de la Technologie qui vient de se tenir à Paris a-t-il étudié s'il serait possible d'arrêter la progression de la misère ?

Certainement pas. Il a étudié seulement comment donner à la France les possibilités d'être à la pointe du progrès. Aussi vient-il normalement l'idée de poser la question suivante :

« Notre monde peut-il résister à l'affrontement sans limite des techniques de pointe des pays les plus développés ? ».

Ne faudrait-il pas étudier, au niveau mondial et à ce seul niveau, une nouvelle forme d'économie qui libèrerait l'homme de la misère grâce à ces usines-robots secrétées par la recherche et la technique mondiales en permettant à tous les habitants de la planète d'avoir enfin ce revenu social qui donnerait, à chacun, la possibilité de s'épanouir selon ses désirs ?

Il est dommage que le colloque de Paris ait oublié cette commission d'étude qui aurait pu, entre autres, étudier les écrits d'un nommé Jacques Duboin qui, dès la crise de 1929, s'était penché sur ce problème de survie de notre espèce.

Guy MARCHAND
Ingénieur A.M.

« *Le Dauphiné libéré* » *condamne sans appel :*

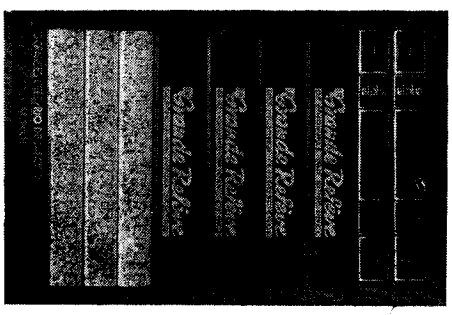
Le journal « Le Dauphiné Libéré » posait récemment la question suivante, que nous avons rapportée dans ces colonnes : « Où sont les économistes qui nous expliqueront clairement les causes profondes de la crise actuelle ? Même aux E.-U., je ne les ai pas trouvés ». Certains de ses lecteurs lui ont répondu : « Pourquoi aller chercher à l'étranger ce que le Savoyard Jacques Duboin a si bien exposé ? ». Voici textuellement les deux lignes de la réponse du Conseiller de Direction de ce journal, Paul Dreyfus :

« *Je connais bien l'œuvre de Jacques Duboin. Elle n'apporte pas, à mon avis, une réponse satisfaisante.* »

L'avis de P. Dreyfus prime et décide de l'information de ses lecteurs. Sont-ils d'accord ?

Quant à nous, nous nous demandons toujours quelle idée exactement se font de l'économie distributive ceux qui rétorquent d'emblée ,pour éviter toute discussion, « je connais bien »...

RELIEZ POUR RELIRE



Chacune des reliures que nous avons fait réaliser spécialement pour « La Grande Relève » permet de grouper, sur un rayon de bibliothèque, les vingt-deux numéros publiés en deux années.

Plus qu'un moyen de rangement commode et agréable à regarder, ces reliures sont un excellent outil pour ceux qui veulent faire une propagande intelligente et documentée en citant des références.

Pour toute commande, adresser le chèque correspondant au journal : le prix est 17 F par reliure, frais d'envoi compris.

Rapprochement

Dans « La Croix » du 3 février dernier, on pouvait lire trois entrefilets, côte à côte, de même longueur :

« Le chômage encore en hausse en janvier », malgré le changement de gouvernement, c'était évident et cela continuera. Nous avons assez dit dans ces colonnes que c'est l'aboutissement normal du système économique que le nouveau pouvoir ne remet pas en cause !

« Des chômeurs veulent créer un syndicat » et commencer par occuper les ANPE et les Assedic. Ils feraient mieux de suivre notre proposition Hunebelle et, plutôt que manifester, commencer à s'organiser entre eux pour produire sans profit ce dont ils ont besoin.

« Le dollar au-dessus de 6 F »... il monte surtout depuis que Reagan s'engage à construire des armements et présente un budget 1983 avec un déficit record. Comme nous l'avons tant dénoncé, cela donne confiance aux investisseurs américains prêts à trouver du profit dans un avenir apocalyptique.

d'après Paul ROSSET

• LES PAGES 2 ET 16 CONTIENNENT LE RESUME DE NOS THESES POUR LES NOUVEAUX LECTEURS. ELLES SONT EGALEMENT IMPRIMEES, SEPAREMENT, SOUS FORME DE TRACT DE PROPAGANDE A LA DISPOSITION DE NOS LECTEURS MILITANTS. (12 F LE CENT).

Il suffit pour que les forces du mal triomphent dans le monde qu'un nombre suffisant d'hommes et de femmes de bonne volonté ne fasse rien.

Edmund BURKE

soit dit en passant

LA BONNE VOIE

par Gabriel LAFONT

AU lendemain du 10 mai 1981, vous vous en souvenez peut-être, à peine installé à l'Elysée et tandis que Giscard, dans la pièce à côté faisait la valise pour une destination inconnue, le nouveau président de la République, dans l'euphorie de la victoire, déclarait qu'il allait donner la priorité à la lutte contre le chômage. Après les promesses les actes. Résultat : dix mois plus tard, le cap des deux millions de chômeurs est franchi. Qui dit mieux ?

Sans doute existait-il dans le programme gouvernemental d'autres priorités plus prioritaires : les visites aux chefs d'Etat étrangers, à commencer par M. Reagan et M. Brejnev, histoire de faire connaissance, le déficit de la Sécurité Sociale, la mise en chantier d'un nouveau sous-marin nucléaire, les nationalisations, l'inflation, les excédents agricoles et j'en oublie ; sans doute le nouveau gouvernement n'a-t-il pas reçu, comme la Pologne, l'aide des pays frères qu'il était en droit d'attendre d'eux ; sans doute n'y avait-il pas assez des quarante et quelques ministres avec leurs conseillers tous sortis de l'E.N.A. pour mettre un peu d'ordre dans la pétaudière laissée par l'ancien gouvernement avec les clefs et un bail de sept ans.

Mais s'il n'y a aucune raison de pavoiser il n'y a pas de quoi dramatiser non plus. Deux millions de chômeurs, bien sûr, ça fait du monde. Et alors ? On ne va tout de même pas se cailler le sang pour ces gens-là. On disait naguère, et on le dit peut-être encore aujourd'hui, que les chômeurs étaient tous des bons à rien, des parasites de la société et des feignassons qui cherchent du travail dans l'espoir de ne pas en trouver et qui ne veulent pas travailler sous prétexte que ça les fatigue. Comme l'illustre cette vieille histoire marseillaise - c'était alors à la mode - qui courait les salons mondains et les loges de concierge, et que j'ai entendue à l'époque de la bouche même d'un Marseillais :

Un touriste arrivé du Nord, bien sûr, se promène dans la cité phocéenne où des cargos ancrés dans le vieux port attendent leur chargement. Affalé sur le quai au milieu de l'agitation générale un homme regarde, en poussant de profonds soupirs, l'interminable va-et-vient des débardeurs transportant les marchandises amenées par les camions pour les porter jusqu'aux bateaux.

Le touriste, apitoyé devant l'air accablé du Marseillais, et la sueur qui coule sur son front, s'arrête et lui dit :

— Ça n'a pas l'air d'aller... Vous n'êtes pas bien ?

— Ah ! ne m'en parlez pas, répond l'autre. Transporter sur le dos du matin jusqu'au soir des charges de cinquante kilos, les trimballer jusqu'au quai, les grimper sur les cargos pour les descendre dans les soutes, vous appelez ça une vie, vous ?

— Cela doit être très dur, en effet, répond le touriste. Et vous faites ce métier depuis longtemps ?

— Je commence demain.

Mais si tous les chômeurs, quoique l'on en pense aujourd'hui, même si on ne le dit plus, ne sont pas des feignassons et des budgétivores, et puisque nous en sommes aux histoires marseillaises, en voici une autre que M. Gaston Defferre, maire de Marseille, appréciera peut-être s'il ne la connaît déjà, et que je l'invite à raconter en conseil des ministres. Cela pourra donner une idée à son collègue Jean Auroux, ministre du Travail. La voici :

Marius, qui cherche un emploi depuis des mois, se décide un jour à aller trouver le chef de gare de St-Charles qui fut son partenaire à la pétanque, pour lui demander de lui trouver du boulot. Le chef de gare lève les bras au ciel. Du boulot, hélas, il n'en a pas. Mais pour lui rendre service il lui propose de passer les rails de chemin de fer au papier de verre. Marius le remercie et va se mettre aussitôt au travail. Huit jours passent. Le chef de gare, étonné de ne pas avoir revu Marius, se demande ce qu'il devient, s'il joue à la pétanque ou s'il n'est pas passé sous un train et il commence à s'inquiéter quand il reçoit un télégramme : « Suis à Lyon. Tout va bien. Envoyez papier de verre. Marius. »

J'espère qu'après avoir entendu cette histoire les ministres n'en resteront pas là à s'en raconter d'autres. Il y a une idée. La France est sillonnée dans tous les sens par de belles voies ferrées sur lesquelles on fait rouler les trains. Et cela représente quelques milliers de kilomètres de rails soumis à toutes les intempéries et peu à peu rongés par la rouille. Quelques milliers de kilomètres sur lesquels on pourrait installer un grand nombre des deux millions de chômeurs qui figurent dans les statistiques. Le reste serait occupé à la fabrication du papier de verre.

Et le problème du chômage serait enfin résolu. Ou en bonne voie de l'être. Mais fallait y penser.

tarifs

ABONNEMENTS

France	**50,00 F**
Soutien (2 n°s)	**90,00 F**
Etranger	**60,00 FF**

Tout en continuant à accepter n'importe quelle somme inférieure à ce nouveau tarif de la part de ceux qui ne peuvent pas faire plus, nous rappelons à nos lecteurs que leur journal ne survit que grâce à la souscription permanente « POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE ». Aidez-la.

Règlements à l'ordre de La Grande Relève par chèque postal n° 13 402-39 M Paris, ou par chèque bancaire, 88, bd Carnot, 78110 Le Vésinet.

En avant toute

par Pierre SIMON

AVEC une belle régularité « La Grande Relève » souligne la percée fantastique que les robots sont en train d'accomplir dans les usines des pays industrialisés. Il semble même qu'on assiste à une course contre la montre pour ne pas se laisser distancer dans ce domaine.

Depuis le début de janvier de nouvelles informations en provenance du Japon et des Etats-Unis sont venues confirmer cette tendance dont on peut affirmer à présent qu'elle est irréversible.

LA RIPOSTE

Les pays dits riches ont subi ces dernières années des revers économiques qui les ont laissés tout meurtris. A la fantastique augmentation des prix de l'énergie qui a fortement affecté la rentabilité des entreprises est venue s'ajouter la concurrence impitoyable des pays de main d'œuvre bon marché. C'est ainsi que des pans entiers de la production des pays riches vacille sous les coups de boutoir de la Malaisie, de l'Indonésie, de la Corée ou de Taiwan. On comprend pourquoi quand on sait que, dans ces pays, la semaine de travail est officiellement de plus de 50 heures pour des salaires sans doute moins élevés que les horaires.

La productivité est alors forte puisque les coûts de main d'œuvre sont réduits. Il est donc facile d'inonder le monde de chemises ou de sous-vêtements fabriqués à Macao ou au Vietnam à des prix de revient si bas que l'importateur et le vendeur conservent des marges bénéficiaires confortables tout en vendant à des prix inférieurs à ceux de la production locale.

Les pays industrialisés peuvent difficilement se défendre contre ce déferlement qui ruine leurs industries et accroît le chômage. Dans certaines branches les travailleurs en viennent à accepter la stagnation ou même le recul de leur salaire afin que le patron puisse maîtriser les coûts de production et que l'entreprise ne ferme pas ses portes.

Une autre façon de se défendre est de fermer les frontières aux produits en provenance de pays concurrents. Les dangers du protectionnisme sont bien connus. D'abord, des représailles sont toujours possibles. Or, dans le système économique actuel, aucun pays ne peut se passer d'exporter s'il veut continuer à offrir un certain niveau de vie à ses habitants. Ensuite, les entreprises ainsi protégées vont cesser de progresser et peuvent même régresser.

L'AUTRE RIPOSTE

On distingue en général trois grands facteurs de production : le capital, l'énergie et la main d'œuvre. Le capital et la main d'œuvre doivent être rémunérés et l'énergie achetée à l'aide des recettes réalisées par l'entreprise, ce qui reste constituant le profit qui permettra de croître.

Ces trois paiements représentent les coûts qu'il faut réduire au maximum si l'on veut conserver des profits. Il est impossible de réduire le coût du capital car alors il disparaît pour aller s'investir ailleurs. Le prix de l'énergie n'est plus vraiment maîtrisé par l'acheteur. Reste donc le coût salarial sur lequel il faut agir à tout prix.

C'est ce qu'ont compris les fabricants de robots qui proposent des produits de plus en plus nombreux et de plus en plus sophistiqués. On sait bien l'avantage que les robots représentent.

Ils permettent aux usines de travailler sans interruption (vacances, grèves, maladie...) à des coûts de main d'œuvre stables ou même décroissants, ne serait-ce que du fait de l'inflation.

Les industriels s'équipent donc, et la course est engagée entre les fabricants pour les satisfaire. La production robotique japonaise va être triplée voire quadruplée. Pour accélérer le processus de production et conserver l'avance qu'ils détiennent les pays industrialisés comptent sur le Japon qui, cette fois, devient l'allié et non plus l'ennemi dans la guerre économique.

Fujitsu Fanuc cède des licences à la Grande-Bretagne et s'associe avec Siemens au Luxembourg. Plus important encore il est en pourparlers avec le géant américain General Motors dont les chaînes sont déjà équipées de robots pour le soudage et la peinture. Kawasaki va construire une nouvelle usine à Kobé dont la capacité de production sera de 2 000 robots industriels par an.

Très bien. Nous n'avons rien contre les robots s'ils sont destinés à produire à moindre frais et à moindre mal. Mais il semble qu'ils ne doivent qu'améliorer la productivité et permettre aux entreprises de rester compétitives. Ils ne constituent donc qu'un nouvel épisode dans la guerre économique alors qu'ils devraient aider l'homme à s'affranchir des contraintes qu'impose la production de biens nécessaires, bref à assurer la grande relève de l'homme par la machine.

« QUAND IL N'EST PLUS NECESSAIRE DE PAYER UN TRAVAILLEUR POUR QU'IL PRODUISE, L'ETAT DOIT LE PAYER POUR QU'IL CONSOMME. »

J. DUBOIN

Tous extraits de la G.R. autorisés à condition de préciser la source avec l'adresse complète du journal.

réflexions

A PROPOS DU PROJET HUNEBELLE

« Tout d'abord bravo pour l'idée de cette Régie d'Economie Distributive qui malgré les difficultés me semble en effet réalisable. Au départ, devant s'insérer dans le cadre économique et légal existant, je pense que la formation d'une Association de chômeurs régie par la loi de 1901 serait possible .Cela devrait permettre un fonctionnement hors du « Circuit Profits » même si production et distribution s'inspirent du système coopératif.

Toutefois pour coexister avec l'économie de marché le financement posera des problèmes délicats, à moins qu'il soit possible de mettre en place un circuit bancaire indépendant jouant pour la monnaie de consommation le rôle de la Banque de France pour la monnaie actuelle... mais ceci pourrait-il rester dans le cadre de la loi de 1901 ?

Le Plan de transition soulève beaucoup de questions plus spécifiques dans les détails mais encore faut-il les aborder par ordre d'importance. Toutefois, le cas des retraités me semble mériter une attention particulière.

Du fait de la relation très étroite entre le problème du chômage et le financement des retraites (aussi bien Sécurité Sociale que Cadres ou complémentaires) il me semble souhaitable d'envisager l'intégration des retraités à la Régie.

Ceci ne représente que quelques-unes des idées que m'a suggérées le projet d'A. Hunebelle et je crois que le premier obstacle à vaincre ne serait pas d'ordre matériel ou de gestion. En effet, même si pour fonctionner la Régie ne nécessite pas la participation de la totalité des chômeurs, encore faut-il un nombre suffisant de membres pour prouver la solidité du système. Y aura-t-il suffisamment de gens assez conscients... ou désespérés pour tenter l'expérience ?

Roger SAILLARD.

« ...Parmi les plans proposés pour faciliter la naissance de l'Economie Distributive, il ne faudrait peut-être pas oublier le plan de l'évolution, qui se développe présentement dans la réalité, sans qu'aucun cerveau ne l'ait causé... »

Marcel DIEUDONNE

★

« ...D'accord pour certaines mesures de transition triées sur le volet, mais je ne comprends pas que vous ayez laissé passer les propositions d'Hunebelle concernant une « économie de chômage ». Suis-je devenu trop vieux pour comprendre ? mais il me semble que votre père se retournerait dans sa tombe s'il avait connaissance de ce déraisonnement. Comment par exemple les travailleurs de la sidérurgie lorraine, qui ne sont et ne peuvent être des artisans, feraient-ils pour échanger leurs produits contre du pain et comment paieraient-ils leurs fournisseurs EDF et Charbonnages, etc... ? Comment deux monnaies différentes pourraient-elles coexister dans un même pays ?

Non, l'économie distributive ne peut s'introduire par petits morceaux. Ce sera la plus grande révolution de tous les temps. C'est pourquoi il est si difficile de la faire admettre. Votre père a eu l'immense mérite de l'imaginer, de la définir et de l'expliquer. Et en dehors des mesures transitoires qu'il a lui-même indiquées, il n'y a rien de valable.

Robert KOPINSKI

★

UNE ECONOMIE DE CHOMAGE ?

Que l'on ne puisse trouver le vrai remède au chômage en régime de profit, nous en sommes tous pleinement convaincus.

Donner les moyens aux chômeurs qui le désirent et se jugent capables de subvenir au moins à leurs besoins éventuels, tout Pouvoir sincèrement épris de justice devrait en faire un droit pour les intéressés.

Remise en culture de terres en friche, remise en marche d'usines ou d'ateliers fermés, etc... : voilà quelques moyens parmi d'autres.

Mais reprendre les idées du mouvement communautaire en les replaçant dans une structure distributive parallèle n'est pas, loin de là, le seul moyen d'en sortir. Et cette structure est viable dans la mesure où les participants réussiront eux-mêmes à créer leur énergie et leurs matières premières.

Envisager le plan d'Hunebelle parmi les moyens de lutte contre le chômage, d'accord. Mais créer un secteur isolé du reste de l'économie et le présenter comme le fer de lance de notre programme, je ne suis plus d'accord.

Que la lutte pour nos idées soit harassante, j'en conviens. Mais ce n'est pas au moment où le Capitalisme emprunte au Socialisme, distributif ou non, de plus en plus de béquilles pour survivre, qu'il faut « jeter le manche après la cognée ».

Qu'observons-nous aujourd'hui ?

Tout ce qui dégage un supplément de pouvoir d'achat, même si c'est lié aux horreurs ou à l'inutilité, tend à débloquer l'Economie.

Selon les « lois » économiques classiques, toute activité économique devrait avoir cessé depuis longtemps : déficit budgétaire perpétuel, « inflation », etc...

Or, ça grince tant que ça peut, mais ça continue. Et je ne parle pas de l'augmentation de la production.

La transition vers l'Economie Distributive se fait tous les jours. Souvent très mal, mais elle se fait. Notre rôle est d'en imposer l'accélération et l'amélioration. Point n'est besoin de la monnaie spéciale pour cela, dans l'immédiat. Même peut-être pendant longtemps.

La dépréciation ? L'inflation ? J'ai déjà montré une ou deux fois, je crois, la relativité de ce phénomène.

Là encore, il faut savoir de quoi on parle et que ce soit clair : j'appelle « inflation » uniquement la hausse des prix imputable à un excès

de la demande. Comment l'évaluer aujourd'hui, à travers les multiples causes de hausse, énergie, matières premières, salaires, impôts, etc...

Une grande partie des hausses s'explique par les répercussions de prélèvements : prélèvement par l'impôt, sur la trésorerie des entreprises par les salaires... Ou encore par l'utilisation de la monnaie dans les gaspillages : armements, ou autres dépenses inutiles ou nuisibles.

Je parie volontiers que l'application du plan Barillon, qui devrait toujours être notre objectif principal, n'entraînerait qu'une hausse minime et pourrait même s'accompagner d'une véritable stabilité. Rappelons-en, une fois de plus, les grandes lignes : hausse progressive, mais rapide, de tous les petits revenus, financée par création monétaire.

Cela éviterait beaucoup de subventions, tout en permettant de savoir quels sont les besoins les plus urgents à satisfaire, donc, d'orienter correctement notre économie. La même méthode peut être appliquée à la création d'emplois dans les services publics, les énergies douces, la protection de l'environnement, la mise en œuvre d'un vaste plan forestier, etc...

J'ajoute que ces mesures peuvent s'accompagner d'un blocage des prix, non hypocrite celui-là : pas de charges nouvelles.

Jean MESTRALLET

CONTRIBUTION A LA TRANSITION

« Transition » conçue dans l'acception suivante : « Manière de lier ensemble deux états de choses, sans passer brusquement d'un état à un autre ».

Tel est le problème en ce qui concerne le passage de la répartition marchande à la répartition distributive ; ce passage, pour être rationnel, doit s'effectuer avec continuité et minimum de heurt.

Le Revenu Social de Sécurité s'avère la mesure transitoire par excellence : il ferme la boucle du cycle production-consommation, sans interrompre le fil de la vie courante, comme le fait la S.N.C.F., sans interrompre le trafic quand elle édifie une nouvelle gare sur une ligne déjà existante. C'est ainsi que Jacques Duboin concevait naguère le démarrage du système distributif.

Le Revenu Social de Sécurité solvabilise les déshérités dans l'immédiat en amorçant progressivement le passage de l'économie de marché à la répartition distributive.

Le Revenu Social sera progressif, il sera affecté, à chaque exercice annuel, d'un coefficient de majoration en fonction de la croissance productive technique. A son instauration, il sera chiffré en fonction de l'évolution du coût global de la production et du nombre des ressortissants (de l'enfant au vieillard).

Pour situer, en première approximation, le montant de départ du Revenu Social de Sécurité, nous avancerons avec réserve, qu'il ne saurait être inférieur, dès sa création, à trois fois la valeur du S.M.I.C. actuel. Par la suite, il atteindra la valeur que lui apporteront ses bénéficiaires grâce aux techniques qu'ils continueront à améliorer.

Sur ce plan de la transition, les faux pas sont à redouter : les propositions idéalistes tactiques, de ménagement d'intérêts privilégiés dans le cadre de l'économie du profit couvrent souvent des mesures de reconduction de l'économie marchande sans lendemains, comme les dénonça inlassablement Jacques Duboin.

Soyons vigilants, ces solutions tentantes par leur facilité doivent être passées au crible de la critique. La transition doit introduire le principe de la répartition distributive, assortie de son mode de financement : la création d'une monnaie, non pas capitalisable mais de consommation.

MONNAIE DE CONSOMMATION

Monnaie sociale de l'avenir, en opposition à la monnaie précieuse fondante (dévaluable à merci, dite cependant « capitalisable »). Nouvelle monnaie conventionnelle à valeur constante, basée sur son rapport constant avec la production. Par sa répartition mensuelle, elle est essentiellement destinée à la consommation des biens et services.

Pierre BUGUET

UN PAYS NOMMÉ LIBERTÉ

J'ai visité un beau pays
au tendre nom de LIBERTE
Des hommes avec humanité
y vivaient vraiment sans souci.

J'ai vu un pays de raison
sans képi et sans uniforme
Ici le bon sens et le fond
ont plus d'importance que la forme.

Enfin des hommes intelligents !
Chacun vit la vie de service
et partout on voit la devise
« Personne ne se tache à l'argent ».

On n'entend pas parler profit
mais bien de monnaie d'équilibre
une monnaie qui les fait vivre
sans destruction d'utiles produits.

Egalité et LIBERTE
ne sont plus des mots vides de [sens
Ils ont la noble intelligence
de vivre en vraie fraternité.

Le secret de cette réussite
est tout simple. C'est l'application
d'une économie de raison
« L'Economie Distributive ».

Albert CHANTRAINE

MISE AU POINT DE ANDRE HUNEBELLE

Mon réquisitoire contre l'Economie Libérale que la G.R. de février a publié sous le titre **« La Transition Nécessaire »** est, je tiens à le préciser, le préambule de celui qui a paru en janvier, où j'expose le mécanisme de **« L'ECONOMIE DE CHOMAGE »**. Plusieurs amis, lecteurs de la G.R., m'ont en effet téléphoné pour me faire remarquer que ma **« Transition Nécessaire »** était sans conclusion précise. Je demande donc aux lecteurs qui auraient eu la même impression de bien vouloir rétablir ces deux articles dans l'ordre où je les ai pensés et écrits. C'est, en effet le titre de l'article paru en janvier qui aurait dû être la conclusion de celui paru en février.

Nous avons reçu une étude dont nous publions ci-dessous de larges extraits, relatifs à la monnaie.

Après avoir rappelé que les machines automatiques peuvent résoudre le problème de la production, l'auteur montre que c'est celui de sa répartition qu'il faut résoudre :

L'essentiel

par Marcel DIEUDONNE

Emission de la monnaie

Un industriel obtient d'une banque un crédit de 10 millions. A partir de ce moment, une augmentation de la monnaie de 10 millions figure dans les statistiques de l'INSEE.

Au bout d'un an, l'industriel rembourse sa dette, plus les intérêts de 15 %, soit 11,5 millions. Dès lors, il y a dans les statistiques une diminution de monnaie de 10 millions. Et la banque a réalisé un profit brut de 1,5 millions, disons d'un million net.

De nos jours, c'est ainsi que la monnaie est créée et annulée par les banques. Comme elles accordent plus de crédits qu'on ne leur en rembourse dans un mois par exemple, le flot de la monnaie monte toujours. Par exemple, en quatre ans, de 1975 à 1978, les banques ont émis, sous forme de crédits, c'est-à-dire de dettes, 194,14 milliards (1).

Une phénoménale stupidité

Plus la société produit de marchandises, plus les banques peuvent créer de monnaie, plus elles s'enrichissent... et plus la société s'enfonce dans la mévente, les faillites et le chômage ; dans l'insécurité, la peur, l'égoïsme et la haine... faute de moyens de paiement inhérente à un système d'émission anormal...

Il y a une fantastique disproportion entre un verre d'eau et l'océan... Il y a la même disproportion entre le profit bancaire et l'océan social en « crise » permanente économique, sociale, politique et morale... Tout le monde serait effaré si un verre de poison polluait l'océan. Mais nous restons impassibles devant la pollution de la société par le profit bancaire...

A vrai dire, la cause profonde de ce processus est le mauvais usage de la monnaie, plus précisément son système d'émission en faveur des banques, au détriment de la société. Remplaçons-le donc par un autre qui fournirait à tous les consommateurs l'argent nécessaire pour établir l'équilibre Production - Consommation, c'est-à-dire l'équilibre économique, mère de l'harmonie sociale, politique et morale.

Nouvelles structures : la monnaie distributive

Annulée par l'achat, elle ne peut plus circuler d'un compte à un autre, ce qui rend impossible toute spéculation financière, commerciale, foncière, etc...

La monnaie ne peut que jouer un rôle de monnaie de consommation. Elle sort de son lieu de naissance, entre dans un Centre de Cession des marchandises, ou d'utilisation des services payants, et retourne au bercail où elle est annulée. Tout ce qui est situé hors de ce circuit est complètement démonétisé.

En conséquence :

Les profits, les salaires, les bénéfices, les honoraires, les soldes et tous les gains quels qu'ils soient sont tous éliminés — et remplacés par un Revenu Social.

Il n'y a plus ni capitalisme ni structures capitalistes. Ni salariés, ni salariat ; ni structures inhérentes aux autres gains, à l'argent et à sa circulation, tels les contributions, taxes ou impôts ; le ministère des Finances, la Sécurité Sociale et autres institutions deviennent inutiles (2).

Les banques prennent le nom de Centres de distribution du Revenu Social. Elles créditent mensuellement le compte des consommateurs du montant de leur revenu social et les débitent du montant de leurs dépenses.

Le Service Social est instauré ipso facto par l'instauration du Revenu Social. En effet, n'étant plus rétribuées, toutes les activités deviennent un service rendu à la société, c'est-à-dire un Service Social. Le « Service Social » doit rester une locution et rien de plus. Bien entendu, il faudra, comme actuellement, organiser le travail.

Dans le cadre de cet exposé, nous ne pouvons pas nous étendre davantage. Mais c'est assez pour comprendre qu'un meilleur emploi de la monnaie suffit pour créer l'Economie distributive, et pour remplacer les structures anciennes par les nouvelles .Et même pour remplacer l'ancienne mentalité par une nouvelle, grâce au Revenu Social, qui est le point central de la transformation économique.

Transformation des mentalités

Quand tout le monde sera riche, grâce à la grande efficacité de l'automatisation du travail ; quand l'égalité économique aura libéré les travailleurs de leur complexe de parias de loin le moins rétribué, et développé en eux le sentiment de leur dignité ; quand ils seront libérés de la hantise du chômage ; quand les ex-patrons, les responsables, les cadres ne seront plus assaillis par les affres de la concurrence, le spectre de la faillite, de la diminution ou de la cessation d'activité ; les soucis de la rentabilité, de la mévente, de la hausse du prix des fournitures, des légitimes revendications du personnel, de l'« argent qui est dehors et qui ne rentre pas » ; des échéances...

Alors régressera partout, dans l'immense domaine de la Production et dans toute la Société, un climat d'entraide, de fraternité et de respect de chacun envers tous, quelle que soit leur place dans la hiérarchie de l'intelligence, des connaissances et de l'efficacité.

(1) Voir « La production croît. l'emploi décroît, c'est la crise, que faire ? » par l'auteur.

(2) Voir « Construire l'avenir » du même auteur.

bloc notes

REVUES INTERESSANTES :

★ MASS MEDIA
Mensuel de philosophie athée
34, rue Jules Amilnau
31100 Toulouse

●

★ ESPRIT LIBRE
7, rue Boucicaut, 75015 Paris
Prône l'Economie Distributive comme remède à la violence sous toutes ses formes.

●

★ LE MIROIR DU CENTRE
Mensuel agricole, artistique, économique, universitaire
Office publicitaire du Centre
46, rue Turgot, 87000 Limoges

●

★ LA VERITE
26, rue d'Enghien, 75010 Paris
(trimestriel 10 F le n°)
Prévenir les maladies de civilisation, provoquer l'auto-guérison.

●

★ ON PEUT TOUT
11, rue Bojaban
B 6838 CORBION (Belgique)
Mensuel, humain et revigorant.

●

☆ RENAITRE 2000
Conférences salle « Psyché »
15, rue Jean-Jacques Rousseau
75001 Paris
7 mars :
— L'énigme des origines de l'humanité.
21 mars :
— Quel socialisme : Marx ou Platon ?

●

Les ouvrages de
MARCEL DIEUDONNÉ
« La production croît, l'emploi décroît, c'est la crise, que faire ? » et « Construire l'avenir » sont en vente chez l'auteur, 10, rue Voltaire, 65000 Tarbes (20 F et 3,20 F, CCP Toulouse 3572 25 E).

●

★ UNION PACIFISTE
4, rue Lazare Hoche
92100 Boulogne

Le peuple polonais, le peuple afghan, le peuple salvadorien, le peuple chilien, etc., n'ont d'autres recours que la résistance individuelle, au cours de laquelle ils risquent d'être anéantis.

Les Citoyens du Monde remarquent que si chaque Etat-Nation consentait un abandon d'une part de sa souveraineté au profit d'une institution mondiale chargée de défendre les droits des peuples, la solution à ces problèmes, qui mettent en jeu l'avenir même de l'humanité, commencerait à se faire jour.

Citoyens du Monde
15, rue Victor-Duruy, 75015 Paris

●

SORTIR DE LA PAGAILLE
(224 pages - franco 27 F)
Versement à M. Laudrain
C.C.P. 10641-53 U Paris

Ce livre retrace magistralement l'histoire du vrai socialisme et la place qu'y occupe notre action.

●

Notre ami D. SENS nous informe de la création du Mouvement Amicaliste qui réunit tous ceux qui rejettent « l'agressivité et l'égoïsme comme motivativon de la vie sociale... pour édifier une société basée sur la Paix, la Fraternité, la Justice et la Liberté ». En d'autres termes, dirons-nous, une société distributive.

Mouvement Amicaliste
16, rue Boucry
75018 Paris

●

L'Administration des Domaines a l'intention de mettre à la casse des machines à coudre. La LIA. CO. FA. les réclame pour le Tiers-Monde.

Les Communautés Européennes se proposent d'augmenter le quota de manioc importé de Taïlande, la LIA. CO. FA. leur écrit une lettre pour demander que cette autorisation soit ajournée tant que des dizaines de milliers de personnes meurent de faim chaque année dans ce pays.

Plusieurs centaines de tonnes de riz ont été perdues, au Gabon, faute de voies de communication praticables, alors que des routes commencées, qui ne mènent nulle part, n'ont jamais été finies. La LIA. CO FA. signale ces anomalies aux Pouvoirs Publics qui dispensent ces aides.

Aidez la LIA. CO. FA qui regroupe aujourd'hui 53 associations et met au point un projet de loi pour organiser la distribution des produits dits « excédentaires ».

Liaison et action contre la Faim
25, square du Nouveau Belleville
75020 Paris

souscription

POUR QUE VIVE
« LA GRANDE RELEVE »

Mario GABBANI, 13 — GABAUDE, 20 — Mme BARGAS, 33 — Mme CAMURATI, 50 — Serge WOJCIESZKO, 10 — Jean BOURDETTE, 110 — Mme Robert CHASSEIGNE, 10 — Maurice CHARTON, 10 — Michel DOSSET, 10 — Léon RAMBAUD, 50 — André BERGER, 30 — Huguette LEBLOND, 10 — Roger DIARD, 40 — Jack LEGROS, 60 — Raymond BERTHE, 10 — DEIRO, 50 — Fernand DERAIN, 100 — Pierre SACREZ, 50 — Guy MAUROY, 70 — Raoul COUSTILLAC, 20 — Raymond DOREAU, 50 — Pierre et Marguerite BUGUET, 200 — Louis DODIGNY, 50 — Mme FOURNIER, 50 — Louis JULES, 250 — Roland CARPENTIER, 50 — Antoine AMICO, 50 — CHEDEMAIL, 100 — Marcel GAMET, 50 — Florent GAMET, 50 — Mme REYNIER, 10 — Mme VAGUE, 20 — Abel MAUREL, 50 — Robert DAUGET, 50 — Pierre MOREAU, 50 — Mme FRETE, 50 — Pascal KROMER, 150 — ROUYER Père, 50 — THOMAS, 10 — Dominique GIRELLI, 30 — Roger SAVART, 50 — Michel DELAHAYE, 50 — André BACHELIER, 10 — René ROZE, 30 — Charles CHILARD, 100 — Henri MOULINIER, 50 — KOBLOTH-DECROIX, 250 — Maurice LAUDRAIN, 500 — John E. KOPP, 146 — Robert GAYET, 10 — Lucien LAILLE, 50 — HEUSCHEN, 88,80 — Benoit PERRIN, 50 — GUILLAUME, 50 — Robert DUTERTRE, 50 — Mme Suzanne NOGUES, 30 — Mme MOINET, 50 — Roger LEGRAND, 50 — Pierre DUBAL, 150 — Marcel ROULLIER, 50 — Jean BURKHART, 50 — André AUBIN, 10 — Albert ESSELIN, 10 — DESGROLAT, 50 — SORTAIS, 100 — Louis BELGY, 50 — Jean TOURAINE, 50 — Philippe FOURCROY, 30 — Dr NEAU, 100 — Roger QUICROIT, 50 — Bernard SIMONNET, 50 — René BONNET, 50 — Roger SAILLARD, 50 — Philippe ETLIN, 100 — Yves LE TROTER, 600.

TOTAL : **5 290,88 F.** MERCI A TOUS.

Si vous désirez vraiment recevoir une réponse personnelle, merci de joindre une enveloppe timbrée !

...« *Je profite de cette lettre pour m'étonner qu'il ne semble pas exister « une structure d'accueil à ramifications locales, pour regrouper les lecteurs, les amis, de « La Grande Relève ».*

A.F., Angers.

N.D.L.R. — Nous n'avons qu'un souhait : que nos lecteurs organisent cette structure, en particulier avec les chômeurs de leur région. Notre journal est là pour publier leurs annonces de réunion, leurs adresses, etc... A vous de jouer !

●

L'article de J.-P. Mon, « Au Fil des Jours » dans le même n° 796 appelle bien une petite critique : dans les deux dernières phrases au bas de la 1re colonne : L'expression « la seule solution » n'est pas heureuse, car si la robotique et la microélectronique permettent de maintenir les salaires, c'est généralement en augmentant la production pour moins de travail par individu. Supprimant du travail humain elles auraient et elles ont déjà pour inconvénient de ne pas augmenter une masse salariale corrélative à l'augmentation des produits mis sur le marché. Elles ne permettraient pas d'embauche mais mettraient la rentabilité des entreprises en difficultés, car les stocks d'invendus « mangent » les profits réalisés sur les marchandises vendues.

Enfin je voudrais vous féliciter pour l'article de Jean MALRIEU que je ne connais malheureusement pas. Il est excellent. »

R.K., Vence

●

« ...*Vous mettez au point un remède pour résorber le chômage qui, en raison de l'acuité et de son importance grandissante est sinon le seul susceptible d'y parvenir mais tout au moins celui qui repose sur des faits que nul ne peut plus discuter. La solution de ce problème majeur est le souci n° 1 de tous les dirigeants mais c'est un fait que ni les uns ni les autres n'ont saisi son caractère particulier dû à une évolution qui a bouleversé au cours des dernières années les données qui sont à la base du système de l'économie de Marché. Souhaitons qu'ils en prennent enfin conscience, mais pour le moment et bien qu'ils recherchent tous une solution au même problème, ils emploient des moyens qui se contredisent les uns les autres. »*

L.M., Tours

●

...« *J'aimerais bien qu'on parlât aussi de la Turquie soumise aussi à une dictature militaire au bénéfice des U.S.A. qui installent là des bases militaires pour menacer l'U.R.S.S. Il y a plus de morts en Irlande, en Palestine, au Liban, en Iran, sous la dictature obscurantiste des chiites, au Pakistan, qu'en Pologne, où, incontestablement, cela n'allait pas et ne va pas. Je me demande quel pays, de droite ou de gauche, pourrait résister à un an et demi de Mai 1968 comme en Pologne ?*

Dans notre pays occidental, il y a de tout dans les boutiques, mais ce n'est pas le smicard qui peut se payer des chaussures à 500 F la paire, des costumes, des appareils électro-ménagers, des chaînes à 6 000 F. C'est une belle vitrine à contempler.

Tant que le gouvernement n'aura pas porté le fer dans la distribution, au risque de mécontenter la racaille et les commerçants, nous payerons tout très cher et nous ne pourrons consommer pour faire repartir l'économie. Ce n'est pas avec 10 % donnés aux Smicards en Mai, alors que la vie a augmenté de 14, que cela ira mieux. Tant que les pêches de Prades à 2,50 F arriveront 30 km plus loin à 7,80 F, que les abricots se vendront à Irun en Espagne 3,50 et 12 F à Hendaye en France cela ne pourra pas aller : tant que mon voisin d'Hendaye, l'armateur, vendra ses sardines 1 F le kilo et qu'à Bayonne « Carrefour » les vendra 8 F le kilo, cela ne pourra pas aller.

J'estime qu'il n'y a aucun changement. Pour faire repartir l'économie, à mon niveau, j'ai vidé mon livret de caisse d'épargne pour acheter une voiture française, sur laquelle j'ai payé 9 000 F de T.V.A. (33 %). C'est une belle injustice. Les transactions sur l'or : 6 % de T.V.A. ; sur les tapis d'Orient, 17 % ; sur une auto 33 %. AU FOU ! Leur impôt sur la fortune, une aimable plaisanterie vidée de toute substance. Nous avons vidé Giscard, le malhonnête, en espérant un réel changement qui ne vient pas, et cela risque de coûter très cher à la gauche. »

M. D., Paris-17e

●

« ...*Je crois que dans l'élaboration de l'économie distributive de demain, il faudra prendre en compte une des caractéristiques du comportement humain : à savoir que l'homme se surpasse dans l'adversité et que dans une société de confort ses meilleurs efforts restent motivés par l'appât du gain et l'ambition.*

Après plus de 40 années d'enthousiasme, j'en arrive à penser que La Grande Relève *est trop idéaliste, mais que nous sommes sur la bonne voie.*

Il nous reste à trouver la transition, ce n'est pas facile. »

Mme L., Albertville

●

« ...*Pourriez-vous me fournir toute la littérature existante concernant l'économie distributive pour être mieux au courant de ce système révolutionnaire pour notre société décadente et égoïste !*

Car il s'agit bien d'un système qui demande à chaque adhérent un parfait esprit de justice pur et égalitaire alors que notre société actuelle ne fait que promouvoir le sens de caste (riche ou pauvre) et du plus fort !! C'est malheureux. Je suppose que pour beaucoup de personnes le système distributif fait penser au paradis russe (soi-disant) et à la dictature répressive qui tient là-bas le haut-pavé ! Il faudra surtout mettre l'accent sur l'élection libre des dirigeants qualifiés et du sens mondialiste de l'économie distributive (car le dollar est un fameux ennemi de tout ce qui est sociologique !).

L. et P. G., Hoboken, Belgique

R.D.L.R. :

Patience, Marie-Louise Duboin vient d'achever un livre qui répond à toutes ces questions. Il est à la frappe.

l'économie distributive

Le principe fondamental de ce système consiste à séparer, pour tous, le travail effectué par un individu et ses revenus, c'est-à-dire RENDRE SON POUVOIR D'ACHAT INDEPENDANT DES FLUCTUATIONS DE « L'EMPLOI ».

Ceci implique de nouvelles institutions :

Les revenus

Le salariat est aboli. Un « **REVENU SOCIAL** » qu'aucun impôt ni taxe ne vient ensuite modifier, est ouvert périodiquement à tout individu, de sa naissance à sa mort, en une monnaie non thésaurisable.

La monnaie de consommation

perdant sa valeur dès qu'elle a servi, comme un billet de chemin de fer, a pour but de distribuer équitablement la production réalisée, tout en laissant à chacun la liberté du choix.

Le travail

nécessaire à la production et aux services prend la forme d'un **SERVICE SOCIAL** auquel tout individu est tenu de participer à son tour, suivant ses aptitudes et ses aspirations et suivant les besoins de la population, ces derniers déterminant la durée de sa carrière active.

La gestion

d'une telle économie devient un problème d'informatique comportant :

— l'évaluation de la production à réaliser en tenant compte des besoins (comme la SNCF prévoit le trafic des trains), des matières premières nécessaires et disponibles et des relations d'échange avec l'étranger,

— l'évaluation des services à fournir à la population,

— l'évaluation du travail correspondant à cette production et à ces services, compte tenu des meilleurs moyens accessibles et des recherches à faire,

Le calcul du revenu social correspondant à la production et aux services.

L'organisation économique et sociale est **DECENTRALISEE**, allant de la plus petite collectivité jusqu'aux organismes coordinateurs. Mais pour être optimale, la gestion doit être planifiée avec toutes les données nécessaires et d'après les directives établies, grâce encore aux moyens informatiques, par **TOUTE** la population, producteurs aussi bien que consommateurs ; la « vente » n'étant plus faite pour le profit se trouve libérée de toutes les pressions publicitaires et c'est la façon dont les revenus sont dépensés qui permet d'évaluer les besoins, par l'intermédiaire des détaillants.

Cette assurance de recevoir sa part de production, même si une machine automatisée l'a réalisée pour lui, permet enfin à l'homme d'aujourd'hui d'hériter des générations passées et des techniques qu'elles ont su mettre au point pour accéder à une véritable **LIBERATION** : c'est la grande relève de l'homme par la machine, qui cesse d'être sa concurrente pour devenir sa servante.

et ses conséquences

Débarrassé de la hantise du lendemain, l'homme cesse d'être l'esclave de ses besoins. Mais dépendant ainsi solidairement de la société, il est obligé d'y participer, conscient d'en être **RESPONSABLE** au **MEME** titre que ses semblables.

De même la femme, qu'aucune loi naturelle n'oblige à dépendre de son mari, accède à l'indépendance financière.

L'égalité économique des nouveau-nés supprime les inégalités de chances imputables au milieu de naissance et tend à abolir les barrières sociales, qui aujourd'hui délimitent les classes. Ceci conduit à une transformation radicale de la société car :

— tous les enfants peuvent s'offrir **LA FORMATION** correspondant au plein épanouissement de leurs dispositions naturelles,

— mise au service de la société pendant leur carrière active, cette formation fait d'eux des hommes et des femmes libres sur lesquels **AUCUNE PROPAGANDE INTERESSEE** ne peut plus avoir prise,

— c'est une **VERITABLE DEMOCRATIE** qui s'instaure sur le plan politique, tant il est évident qu'on ne peut imposer une domination quelconque qu'à des êtres qu'on tient par le besoin ou par l'ignorance.

— Ainsi formé, l'homme **saura utiliser intelligemment son temps** lorsque sa participation au travail social ne sera plus nécessaire. Il pourra enfin, car il en aura les moyens, se consacrer à l'occupation de son choix, intellectuelle, manuelle, sportive, artistique, philosophique ou scientifique, pour le plus grand bien de tous.

LE SOCIALISME DISTRIBUTIF, EN METTANT FIN A L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME, OFFRE A L'HUMANITE L'ACCES A UNE VERITABLE CIVILISATION DES LOISIRS ET LES MOYENS DE S'Y EPANOUIR.

La Directrice de la publication : M.-L. DUBOIN Imprimerie CASCHET Commission Paritaire : 57 434 diffusé par N.M.P.P.